

N° 5265<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI**

**autorisant le Gouvernement à participer au financement des  
travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la  
station d'épuration de Hesperange**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(16.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 18 décembre 2003.

Le projet, élaboré par le ministre de l'Intérieur, était accompagné d'un exposé des motifs comprenant le programme des travaux de construction, une estimation des dépenses y relatives, la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ainsi que d'un commentaire des articles.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

\*

Le projet de loi a pour objet d'arrêter l'aide de l'Etat à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange. Mise en service en 1972, cette station d'épuration biologique, d'une capacité de 8.000 habitants équivalents, n'arrive plus à traiter correctement les eaux résiduaires d'une population qui a plus que doublé depuis pour atteindre actuellement quelque 17.000 habitants équivalents.

Après moult discussions portant sur un projet de raccordement à la station d'épuration de Bonnevoie et Beggen, la modernisation et l'extension de la station d'épuration actuelle ont été décidées. Ces travaux permettront l'élimination des phosphates et des composés azotés grâce à une nouvelle technologie dite du „lit fluidisé“. Cette modernisation comprendra trois phases et comportera également la rénovation du bâtiment de service existant.

\*

La participation financière de l'Etat est arrêtée au montant de 14.900.000 euros (indice semestriel des prix à la construction au 1er avril 2003) sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux projetés. Il est évident qu'une majoration de cette participation doit faire l'objet d'une autorisation par le législateur.

La dépense prévue est imputable sur les crédits du Fonds pour la Gestion de l'Eau.

\*

Comme les travaux de modernisation et d'extension s'avèrent nécessaires pour se conformer aux critères de qualité arrêtés par le règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, le Conseil d'Etat marque son accord au projet de loi sous avis, dont le texte ne donne pas lieu à observation.

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant de la participation de l'Etat prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte à intervenir à cet égard.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES